COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 13 décembre 1980 | N° 95 | PRIX : Antilles 2 F France 3 F

Editorial

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Lors de sa récente visite, Dijoud a déclaré être impressionné par le « calme » des Guadeloupéens et des Martiniquais. Il est même allé jusqu'à dire que « penser que les Guadeloupéens puissent réclamer le départ des Métropolitains est une idée ridicule ». Mais ces formules ronflantes ont du mal à cacher l'inquiétude de l'administration.

Car Dijoud et les siens, même s'ils affirment le contraire, doivent se rendre à l'évidence : le prétendu « sentiment français » qu'ils disent être dominant dans la population, ne s'est guère manifesté depuis les premiers attentats. Jusqu'à présent, aucune manifestation anti-GLA ou favorable à la présence française n'a eu lieu. Ceux qui, parmi la population, se déclarent opposés au terrorisme, le font surtout en invoquant le danger auquel eux-mêmes ou leurs enfants pourraient être exposés, mais ils ne sont nullement choqués par les attentats eux-mêmes et par les objectifs atteints jusqu'à présent. Ils ne se montrent nullement prêts à se battre pour le maintien de la présence française, pas plus d'ailleurs qu'ils ne se montrent prêts à rejoindre le GLA.

Et c'est ce qui fait peur au gouvernement colonial : car même si la grande masse de la population laborieuse ne se reconnaît pas dans le GLA, le pouvoir sait qu'il y a tout de même une base possible pour que s'engage une lutte armée contre sa domination. Il sait que la Guadeloupe comme la Martinique sont des colonies, et qu'elles se battront un jour ou l'autre contre le joug qui les opprime. Toute l'histoire de la colonisation est là pour le montrer : les intérêts de la Métropole et de ses colonies s'opposent, et tôt ou tard, les colonisés luttent pour se libérer.

Le gouvernement craint que les bombes n'ouvrent la voie à une action violente et large contre sa domination. Et il a raison de le craindre. Mais nous, travailleurs, n'avons pas intérêt à ce que cette lutte se déroule en-dehors de notre contrôle. Tous ceux qui veulent nous « libérer » sans demander notre avis ne nous libéreront pas réellement.

Il nous faut bien comprendre que si un groupe tel que le GLA obtient l'indépendance des Antilles sans que les travailleurs organisés ne participent à cette lutte, il créera un pouvoir dans lequel nous ne participerons pas non plus. Et fatalement, un tel régime se dressera contre nous lorsque nous revendiquerons.

Car le régime créé par nos « libérateurs » sera celui d'une autre classe sociale : la bourgeoisie, qu'elle soit petite ou grande ; et il ne profitera qu'à elle. Si nous voulons changer les choses en fonction de nos propres intérêts, nous travailleurs, devons nous libérer nous-mêmes, avancer nous-mêmes nos revendications.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : ce mot d'ordre ne date pas d'aujourd'hui, mais il est plus que jamais valable. Faute de comprendre cela, peut-être les Antilles deviendront-elles indépendantes, peut-être aurons nous un gouvernement antillais, mais nous ne serons pas libérés de l'exploitation.

Suite page 4

DIJOUD NOUS PROMET PERQUISITIONS ET FOUILLES... PENDANT DES ANNÉES

Concernant les attentats, Dijoud a de nouveau insisté sur le fait qu'il ne fallait pas leur accorder une grande importance. Dans plusieurs déclarations qu'il a eu l'occasion de faire sur le même sujet, il a toujours cherché à présenter les choses d'un ton rassurant. Pour lui les attentats font partie des maux du siècle et la Guadeloupe n'y échappe pas.

Qui Dijoud veut-il rassurer ? Croit-il vraiment convaincre les français qui se sentent menacés depuis que le GLA leur a donné l'ultimatum de quitter la Guadeloupe avant la fin de décembre ? Croit-il rassurer la population ?

Dijoud se cache derrière ses mots. En réalité, il n'est pas si sûr de lui. S'il insiste tant pour rassurer tout le monde, c'est parce que pour l'instant la situation semble lui échapper. Les auteurs des attentats n'ont pas encore été trouvés. Dijoud lui-même déclare que les choses prendront du temps, peut-être des années. Cela veut dire, et c'est ce qui est moins rassurant pour la population, que nous aurons encore longtemps à supporter perquisitions, fouilles et barrages routiers. Donc Dijoud nous promet les militaires et les gendarmes pour plusieurs années encore !

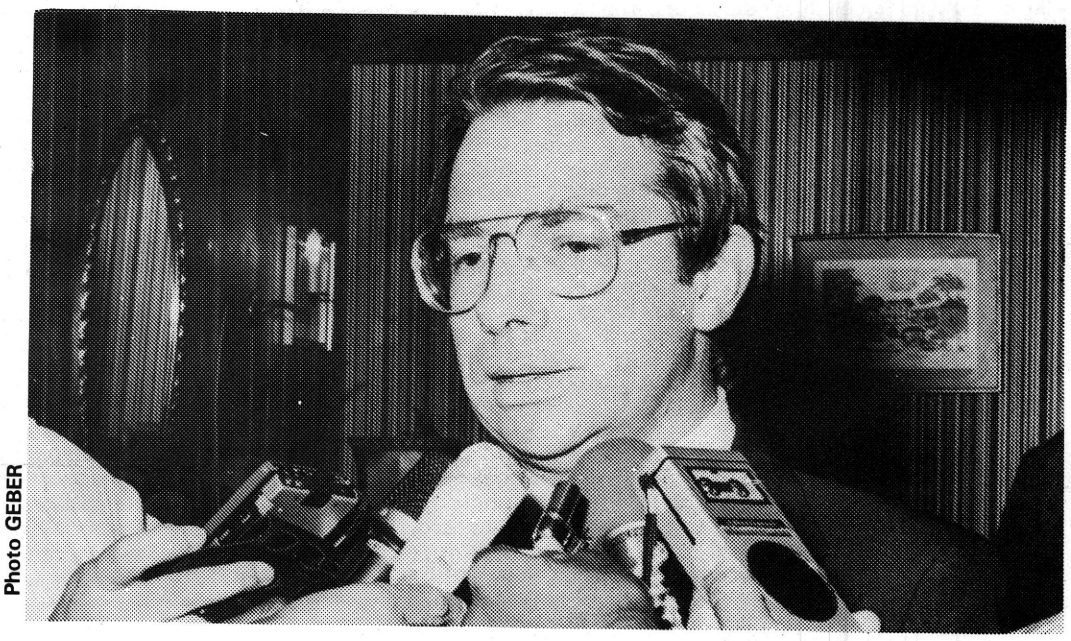


Photo GEBER

Dijoud lors d'une conférence de presse.

40 % DE « LAISSÉS POUR COMPTE »...

Dijoud a dû probablement faire grincer des dents ses amis départementalistes qui se rendent compte maintenant que la population ne croit plus aussi facilement à leurs mensonges. Après avoir longuement vanté les mérites de l'aide financière de la France aux DOM, il a fini par avouer qu'il existait de gros problèmes en Guadeloupe : le chômage, les mauvaises conditions de logement... Pour lui, il y a 40 % de laissés pour compte qui n'ont pas profité des bienfaits de la départementalisation. Il a promis, de retour à Paris, d'intervenir auprès du gouvernement pour que les « laissés pour compte » bénéficient d'avantages sociaux.

40 % est un chiffre non négligeable. De la bouche d'un secrétaire d'état, ce chiffre en dit plus long. Les chômeurs et les couches pauvres de la population n'ont pas la possibilité de vivre décemment et de se nourrir convenablement, eh bien il faudrait que Dijoud les compte réellement !

Il en trouverait beaucoup plus de 40 %.

PRÉPARONS-NOUS À MANIFESTER CONTRE GISCARD !

C'est en visite « privée », selon l'administration, que Giscard viendra à la fin de l'année aux Antilles. Mais cela n'empêche pas le Préfet et les responsables de l'administration d'insister sur cette visite qui, « privée » ou pas, s'apparente bien plus à un voyage électoral en prévision des présidentielles d'avril 1981.

Mais si Giscard et ses semblables comptaient passer de tranquilles fêtes de fin d'année, il nous faut les détromper.

Nous devons recevoir le représentant des capitalistes et des colonialistes français comme il le mérite. Car nous avons des raisons plus que suffisantes de manifester notre mécontentement.

Car que représente Giscard pour les travailleurs et la population des Antilles ?

Giscard, c'est d'abord le représentant de la bourgeoisie française, et il est élu à ce poste pour faire la politique que souhaitent ces bourgeois. Cette politique, les travailleurs la connaissent tous : elle est caractérisée par la hausse des prix, qui ont plus que doublé par rapport à la période précédant l'arrivée de Giscard à la Présidence.

Cette politique a été aussi caractérisée par l'aggravation du chômage, qui a été multiplié par 4 depuis 1974 en France, où elle touche très largement les Martiniquais et les Guadeloupéens qui ont émigré en France dans l'espoir de trouver un emploi.

Giscard, c'est les fermetures d'usines, c'est les licenciements de centaines de travailleurs dans la canne, dans les hôtels. Mais c'est aussi les milliards déversés dans la poche des gros capitalistes de la canne, de la banane, de l'hôtellerie, c'est les milliards versés entre les mains de la SIS-SAG en Guadeloupe pour fermer Blanchet et Darboussier et mettre à la porte des centaines de travailleurs !

C'est le soutien sans faille accordé aux gros propriétaires de terres et d'usines comme les Hayot, soutien qui s'est manifesté par le versement d'indemnités substantielles après lesquelles ils ont licencié là aussi des centaines de travailleurs et réinvesti l'argent dans les activités commerciales.

Mais Giscard est aussi le représentant des colonialistes français qui oppriment la Guadeloupe et la Martinique. Cette oppression coloniale se traduit dans nos pays par le fait que notre peuple est noir, mais que ceux qui dirigent, ceux qui ont les principaux postes de responsabilité sont des blancs, qui tirent leur pouvoir non pas de la population elle-même, mais prennent leurs ordres du gouvernement français situé à 7 000 km d'ici. Habituellement, cette domination se traduit par du mépris, du racisme de la part des colonisateurs envers les colonisés.

Mais actuellement, cette oppression coloniale prend un tour plus direct, plus répressif. Actuellement, la police et la gendarmerie procèdent à un quadrillage systématique de la Guadeloupe soi-disant pour rechercher les poseurs de bombes. Ces messieurs s'en prennent systématiquement aux militants anti-colonialistes et commencent à s'en prendre à la population elle-même.

En Martinique, c'est l'appel systématique aux gardes mobiles à chaque mouvement de protestation, c'est la série de poursuites devant les tribunaux, dans lesquels on retrouve des juges blancs condamnant sur plainte de l'administration blanche ou des capitalistes blancs, les militants anti-colonialistes noirs.

C'est tout cela que représente Giscard : homme des trusts et des banquiers, homme des colonialistes et des oppresseurs.

Recevons-le comme il le mérite. Nul travailleur, nul anti-colonialiste ne doit laisser passer l'occasion de dire à Giscard son refus de la situation qui nous est faite. Ce doit être une occasion pour tous de manifester notre mécontentement.

GUADELOUPE
INTERVENTION DE COMBAT-OUVRIER AU MEETING COMMUN DU 09/12/80. (Extraits).

Ainsi Paul Dijoud a dû s'expliquer et justifier la conduite de ses services de police. D'après lui la pression policière que nous voyons s'étendre aujourd'hui en Guadeloupe ne vise aucunement les organisations politiques et syndicales. On aurait d'après lui l'entière liberté de nos opinions !!! Et nous pourrions continuer en disant à sa place que si d'aventure des gendarmes ou des policiers sont entrés chez certains militants du GRS, du PC, de l'UPLG ou de C.O. c'est vraiment par hasard et dirons-nous... par erreur !

Monsieur Dijoud est semble-t-il particulièment bien inspiré quand il vient ici et ne rate pas une occasion de faire des bons mots !

En tout cas désormais nous voilà renseignés : policiers et gendarmes n'ont rien à faire chez les militants, membres ou sympathisants des organisations syndicales ou politiques.

Que cela se dise et se répète. Nous pourrons désormais déclarer avec fermeté à tout représentant des forces de répression qui se pointerait chez nous : « Messieurs, vous n'avez rien à faire ici », « votre ministre nous a garanti lui-même et publiquement la liberté d'avoir et de répandre nos opinions. Toute forme de perquisition dans nos papiers, nos journaux ou nos livres, toute saisie de notre matériel, etc... seraient en contradiction avec les propos de votre chef » !

Mais arrêtons ici cette plaisanterie ! Dijoud sait très bien que ces policiers et ceux qui les dirigent ont pour mission de passer au crible les milieux politiques et syndicalistes, et particulièrement ceux qui sont le plus opposés à la politique coloniale de l'administration française. Mais M. Dijoud veut — pour tromper l'opinion — persister à donner de lui et de son gouvernement l'image rassurante d'un certain libéralisme.

La réalité est tout autre. Fouilles, perquisitions, appels à la délation ont pris une grande ampleur en Guadeloupe. Et pour l'instant ces mesures policières ont commencé à toucher la population. Il commence à y avoir ce qu'on appelle les « bavures ». Et de bavures en tragique erreur puis en répression brutale il y a une série d'étapes à franchir que l'administration a eu l'habitude de franchir ailleurs.

Globalement les travailleurs ne sont pas désorganisés ni démoralisés devant la vague policière actuelle. Celle-ci n'en est qu'à ses tout débuts. Les fouilles et les perquisitions si elles irritent la population et ont provoqué la riposte des travailleurs de l'EDF ne constituent pas la grosse artillerie répressive de mai

Photo GEBER

Les orateurs lors du meeting du 9 décembre.

67. Mais ils pourraient en être les signes annonciateurs.

Il y a un engrenage colonialiste qui fait qu'un petit groupe peut attaquer le pouvoir et susciter chez celui-ci suffisamment de crainte pour le pousser à des actes répressifs contre la population. C'est un réflexe du colonisateur de sortir ses armes quand on le conteste ou qu'on l'attaque même de façon dérisoire.

Nous pouvons être sûrs que l'administration coloniale ne manquera pas de réagir ainsi aux attaques du GLA. Et si ce groupe terroriste poursuit ses attaques, notamment en touchant aux Français vivant ici, pour les pousser à partir, l'engrenage dont nous avons parlé va fonctionner de nouveau comme en Indochine, comme en Algérie.

Et ce n'est pas contre le GLA, mais contre toute la population que l'administration coloniale dirigera ses coups. Ce n'est pas contre tous ceux qui protesteront contre les mesures policières et répressives.

Le pouvoir n'a qu'un seul moyen de se protéger d'une telle évolution, c'est de changer la politique qu'il mène ici et de laisser les Guadeloupéens libres de décider eux-mêmes de ce qu'il est nécessaire d'entreprendre pour l'amélioration de leur sort : création d'emplois ici même, nouvelle politique agricole et artisanale, nouvelle politique culturelle, établissement de nouveaux rapports sociaux, valorisation de la femme, meilleure éducation des enfants et des jeunes ; établissement de liens culturels, politiques et économiques avec notre environnement naturel qui a fourni un prodigieux apport à la culture de l'humanité.

Dans cette situation les travailleurs de Guadeloupe ont un rôle et une mission particulière à assumer.

Dans une lutte pour le changement il y a toujours deux classes fondamentales qui s'affirment face à une oppression nationale : la bourgeoisie faible ou embryonnaire et la classe ouvrière. La première veut la liberté de gérer le pays en fonction de ses propres intérêts de possédants et la deuxième veut et peut changer totalement la vie et la société actuelle au bénéfice de toute la population laborieuse des villes et des campagnes.

Les travailleurs ont un grand rôle à jouer dès maintenant dans la lutte contre l'oppression. Regardez ce qui s'est passé ces jours-ci : depuis plusieurs semaines nous protestons (nous, organisations et militants), et *il a suffi que la grande voix des travailleurs se fasse entendre lorsque l'EDF a fait sa grève de protestation pour que les choses prennent une autre tournure !* Nous avons tous entrevu ce que pourrait être une action des ouvriers et employés contre la répression. Et tout de suite le pouvoir a été sur la défensive. D'où la déclaration de Dijoud, d'où notre courage et notre regain d'énergie pour nous battre contre la répression. D'où l'idée qui germe dans de nombreuses têtes que ce n'est pas tout de nous défendre mais qu'il faut passer aussi à une forme d'offensive.

Car c'est nous travailleurs qui avons des choses à exiger et à combattre dans la politique de cette administration. Si toute les forces des ouvriers et des employés se levaient pour cela, bien des choses pourraient changer ici et sans que nous ayons forcément besoin dans un premier temps d'actions brutales ou de faire éclater des bombes. Et en tout cas une telle action des travailleurs peut être plus à même de faire reculer le pouvoir que des actions d'éclat terroristes.

Aujourd'hui puisque nous sommes des sympathisants, des membres et des militants de presque toutes les organisations de travailleurs existant en Guadeloupe passons entre nous plus qu'un accord unitaire mais *un véritable pacte d'action militante pour aller vers la classe ouvrière, pour toucher, éduquer syndicalement et* **politiquement** *une large fraction de travailleurs. L'avenir dépendra beaucoup de la capacité de ceux qui placent leurs espoirs dans la classe ouvrière à rassembler et éduquer notre classe et affronter alors dans de bonnes positions les luttes futures.*

Les batailles décisives ne sont peut-être qu'à quelques mois d'aujourd'hui. Il faut s'y préparer et y préparer la classe ouvrière. Et en matière de lutte la première étape de toute préparation se déroule sur le plan des esprits d'abord.

Une telle préparation suppose la naissance d'un véritable climat de discussion, de débats en tous genres. Cela suppose une véritable floraison d'esprit critique et d'approfondissement des idées, la naissance d'une fièvre de réflexion tournée vers l'avenir et liée à l'action pour changer cette société coloniale et capitaliste. Cela suppose une profonde confiance dans les capacités de réflexion, d'organisation et d'action des travailleurs.

Seul un tel climat dans lequel de multiples actions pourraient être accomplies dans l'enthousiasme, avec les masses, pourrait garantir de véritables changement pour demain.

EXTRAITS DE L'ALLOCUTION DU 4ème GALA : (MARTINIQUE 05-12-80)

Depuis quelques mois, quelque chose est en train de bouger. Le tout est de savoir si cette transformation politique qui s'annonce s'accomplira dans le sens de nos intérêts à nous, travailleurs.

Pour l'instant, ceux qui font des déclarations politiques fracassantes sur l'indépendance et ceux qui posent des bombes contre la présence française dans nos pays ne parlent pas au nom des travailleurs.

Nous travailleurs, nous nous contentons d'applaudir ou de critiquer. Mais pour l'instant, nous ne faisons pas encore entendre notre propre voix.

Et pourquoi cela ?

Parce que jusqu'ici, nous nous contentons de laisser à d'autres le soin de faire de la politique en notre nom. Nous ne faisons pas nous-même notre politique. Et que veut dire faire notre politique ? Pour nous travailleurs, cela signifie que nous devons dans toutes les questions grandes ou petites de la vie sociale et économique, donner notre propre point de vue et proposer nos propres solutions. Et cela veut dire aussi nous organiser entre nous, ouvriers et employés, pour faire connaître et triompher ces solutions.

Et il faut agir ainsi même si nous avons l'impression que d'autres hommes politiques parlent de nos problèmes ou en notre nom. Qui, mieux que nous-mêmes, peut parler et agir sur nos problèmes ? Qui sait mieux qu'un travailleur ce qu'il faut changer et comment le changer pour que la vie de la population connaisse un profond changement ?

Comme nous élisons nos délégués du personnel, comme nous élisons des comités de grève, nous pouvons aussi élire des comités pour lutter pour d'autres changements, pour avoir du travail ici-même et non en France, pour exiger le respect des libertés démocratiques, pour mettre fin à la mainmise du lobby des békés sur l'économie de la Martinique et en particulier sur les terres de ce pays.

[...] Prenons garde à ce qui s'annonce puisque ce sont les hommes qui gouvernent qui eux-mêmes nous préviennent. Barre ne disait-il pas : « pas de garantie du pouvoir d'achat ». Cela veut dire en clair que devant la hausse incessante des prix, nos salaires vont baisser dans des proportions considérables. Mais le plus grave, c'est ce que ne dit pas Barre, c'est que la crise économique s'est aggravée. Pour la première fois depuis six ans, la production industrielle de l'Europe occidentale a baissé de façon notable. Et l'on parle de crise possible dans l'automobile. Or c'est l'automobile qui est actuellement le secteur de pointe, celui qui entraîne toute l'économie.

Ces jours-ci, nous voyons dans le secteur privé comme dans le public poindre des menaces de licenciements. Dans la fonction publique ou para-publique, l'administration exerce des pressions destinées à mettre au pas les fonctionnaires. Soyez sûrs qu'on reparlera de la suppression des 40 % des fonctionnaires, mais pas du tout de hausser les salaires les plus bas ou d'ouvrir des grands ***travaux utiles*** *qui permettraient d'embaucher des milliers de travailleurs.*

Lorsqu'un Monsieur Dijoud vient nous dire qu'il faudra réglementer l'émigration sauvage vers la France, que faut-il entendre par là ? Eh bien tout simplement que, vu l'importance du chômage en France, le gouvernement commence à envisager de freiner, puis d'arrêter l'émigration des antillais vers la France !

Le même Monsieur Dijoud disait il y a encore quelques mois que la solution au chômage des Antilles, c'était de partir en France. Alors où se trouve aujourd'hui la solution si, en France même, le chômage augmente et qu'on envisage d'arrêter l'émigration vers la France ?

Quelle valeur faut-il donc accorder aux propos des politiciens au pouvoir ?

Voilà en tout cas qui nous montre que l'heure de prendre en main nous-mêmes notre propre sort approche. Et nous aurons beau espérer une autre solution, il n'y en a pas d'autre. Et plus vite nous en prendrons conscience, moins la lutte sera pénible, plus elle aura de chances d'être victorieuse.

GUADELOUPE. AU LAMENTIN : UNE MUNICIPALITÉ ANTI-DÉMOCRATIQUE

Depuis les dernières élections municipales, certains conseillers du Lamentin sont mécontents des méthodes anti-démocratiques qui sont pratiquées au sein de la municipalité.

Il y a d'abord eu le remplacement du deuxième adjoint (décédé), qui s'est fait illégalement. Le maire a carrément désigné le remplaçant de son choix alors que la place revenait de droit à un autre conseiller. Depuis les dernières élections, les réunions du conseil municipal n'ont pas été régulières, si bien que des décisions sont prises de façon tout à fait anti-démocratique .

Ceux qui ont exprimé leur mécontentement ont eu raison. Une municipalité n'est pas l'affaire d'un maire ou de quelques personnes que celui-ci contrôle. L'ensemble des électeurs et de l'équipe municipale a le droit de contrôle sur une municiplaité. C'est la seule façon d'empêcher que de telles méthodes anti-démocratiques soient pratiquées.

LES INTERVENTIONS PUBLIQUES DU COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION.

Les premières actions organisées par le comité contre la répression ont été accueillies très favorablement par de nombreux travailleurs, par la population Pointoise et celle des environs de la ville.

Mercredi, une soixantaine de militants de différentes organisations politiques et syndicales, mais aussi de jeunes, des travailleurs qui s'étaient joints spontanément à eux, ont fait une diffusion massive de tracts dans les rues de Pointe-à-Pitre et dans les quartiers proches.

Le tract fut accueilli avec beaucoup d'intérêt. Les commentaires allèrent bon train sur la répression. Certaines personnes donnèrent d'autres témoignages révoltants.

Des prises de parole en différents carrefours de Pointe-à-Pitre rassemblèrent des dizaines de personnes.

Le jeudi, un défilé de plusieurs voitures parcourut les différents quartiers, attirant l'attention par des coups de klaxon. De nombreuses personnes accoururent sur les trottoirs, et approuvèrent à haute voix une telle manifestation. Des tracts furent diffusés à plusieurs milliers d' exemplaires. Il y eut aussi des prises de parole devant les supermarchés (Escale, Supérette, Hibiscus, Prisunic Raizet et les Nouvelles Galeries. De nombreux clients se rassemblèrent pour écouter les différentes interventions contre la répression.

Lors de la dernière prise de parole à Grand Camp, plus de 80 personnes étaient rassemblées. Le travailleur de l'EDF qui fut victime de la répression prit la parole pour expliquer publiquement comment les choses s'étaient passées.

Toutes ces actions de sensibilisation au sein de la population prouvent, par l'intérêt qu'elles ont suscité, que de plus en plus nombreux sont les travailleurs, les jeunes qui se sentent concernés par la répression.

GUADELOUPE : SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE HAÏTIEN

Le mercredi 3 décembre à Pointe-à-Pitre, à l'appel d'émigrés haïtiens, plusieurs organisations politiques et syndicales se sont réunies pour former un Comité Guadeloupéen de Solidarité avec le peuple haïtien. A la suite de cette rencontre un télégramme de protestation signé par 19 organisations a été rédigé et expédié au gouvernement haïtien.

En effet depuis quelque temps on assiste à une importante recrudescence de la répression en Haïti, que ce soit contre les opposants politiques au régime ou tout simplement contre des travailleurs victimes du chômage dans leur pays et qui tenteraient d'émigrer clandestinement dans un pays voisin à la recherche d'un emploi. Ainsi avec cette nouvelle vague de répression le gouvernement du dictateur Jean-Claude Duvalier exprime sa volonté de mettre fin au semblant de « libéralisation » qu'il avait accordé sous la pression de l'impérialisme américain. J-C Duvalier avait timidement permis à une certaine opposition la possibilité de s'exprimer. Mais brusquement et sans s'embarrasser de formes, il a décidé de mettre fin à cela. C'est contre cette situation que le comité s'est créé. Cela doit constituer un premier pas vers le renforcement de la solidarité entre les peuples d'Haïti, de la Guadeloupe et de la Martinique. Les travailleurs de ces îles sont frères. Ils doivent s'unir pour faire échec à toute tentative du colonialisme français pour les diviser.

Toute une propagande est faite par le colonialisme français, tendant à faire croire aux travailleurs guadeloupéens et martiniquais que ce sont les haïtiens qui sont responsables du chômage en Guadeloupe et en Martinique. Et une telle propagande rencontre un certain echo chez les travailleurs guadeloupéens et martiniquais. Diviser pour régner, telle est la tactique employée de tous temps par la bourgeoisie pour continuer à exploiter tranquillement les travailleurs. La division dans les rangs des travailleurs fait le jeu de la bourgeoisie. Eh bien, s'il y a un objectif que le Comité Guadeloupéen de Solidarité peut d'ores et déjà se fixer, c'est de prendre en charge l'information des travailleurs, de les éduquer, de leur montrer que leurs véritables ennemis ne sont pas leurs frères de classe Haïtiens et Dominicains, mais bien les capitalistes français.

Les organisations ayant constitué ce Comité sont les suivantes :
Section Guadeloupéenne de la Ligue des Droits de l'Homme. C.G.T.G., J.O.C., M.R.J.C., U.P.L.G., S.G.E.G., U.I.G.-C.F.D.T., JOUGWA, La C.A.R.E., U.P.G., S.I.P.A.G., U.G.T.G., U.F.G., PC.G., COMBAT OUVRIER, G.R.S., U.J.C.G., Equipe pastorale du secteur Cadet-Baie-Mahault/Lamentin.

Les personnalités suivantes s'y sont jointes : Maître Morton, Père Lacroix, Vicaire Général de l'Eglise de Guadeloupe.

BASSE-TERRE — GOURBEYRE : ST JEAN BOSCO MENACE DE FERMETURE

Mercredi 3 décembre dernier les syndicats CGTG et UTEI du centre St Jean Bosco tenaient une réunion d'information sur la situation actuelle de cet établissement.

Ces deux syndicats entendaient attirer l'attention du grand public sur une éventuelle fermeture de ce centre qui accueille des adolescents en situation familiale difficile.

En effet, suite à une saisie-arrêt de la caisse de sécurité sociale d'un montant d'environ 600 millions de centimes, St Jean Bosco, à moins de subventions exceptionnelles, aura toutes les difficultés du monde à survivre.

Cet établissement a aujourd'hui la charge de plus de 200 adolescents qui sont tous pensionnaires et emploie 130 agents (éducateurs spécialisés, moniteurs et personnel de service).

Sa fermeture équivaudrait donc à jeter à la rue tous ces adolescents qui lui sont confiés, et à mettre au chômage ces 130 salariés qui dans l'état actuel du marché du travail en Guadeloupe, y resteront pour la plupart.

C'est bien pourquoi le personnel de St Jean Bosco n'entend pas laisser ce centre fermer sans réagir, et en celà, il a raison de se battre et de vouloir faire le maximum de bruit autour de la menace de fermeture.

Mais il est difficile de ne pas faire le lien entre cette nouvelle affaire St Jean Bosco et la fermeture à peu près dans les mêmes conditions du centre Espoir de l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (A.D.A.P.E.I.).

C'est faute de crédits que l'ADAPEI a dû fermer. Et c'est également par manque de crédits que St Jean Bosco risque de disparaître.

La crise économique qui sévit en ce moment en France et la volonté du gouvernement d'en faire payer la note aux travailleurs et aux petites gens en général amène ce dernier à réduire de plus en plus les sommes allouées aux services publics et aux organisations d'utilité sanitaire et sociale qui n'ont pas forcément un statut de service public.

Et c'est bien de cette politique qu'a été victime le centre Espoir et que St Jean Bosco risque de pâtir.

Ce d'autant plus facilement que ces deux établissements ne relèvent pas directement de l'autorité publique, mais apparaissent plutôt comme des œuvres de bienfaisance à la charge de particuliers.

C'est pourquoi il est urgent de mener le combat pour que tous ces centres qui s'occupent d'enfants inadaptés ou en difficulté relèvent, tout comme l'enseignement, du ministère de l'éducation.

Cela ne signifie pas qu'ils ne connaîtraient pas, même dans ce cas, les conséquences de la politique d'austérité, mais leur rattachement au service public d'éducation rendrait plus difficile leur fermeture pure et simple.

COURRIER DES LECTEURS A PROPOS DES OFFRES D'EMPLOI

Ayant lu une annonce sur France-Antilles à la page des offres d'emploi et étant donné que mes capacités professionnelles correspondaient au type de travail, je m'y précipite au jour et heure fixés par l'employeur.

Arrivé au lieu indiqué après maintes péripéties, quelle n'est pas ma surprise de trouver porte close et un message collé dessus où il était écrit : « Prière en cas d'absence de téléphoner à tel et tel numéro ». Nullement découragé, je téléphone, une fois le numéro composé, qu'est-ce que j'entends ? des bribes de conversation, ou bien le signal bien connu indiquant que la ligne est occupée. J'ai dû finalement abandonner, dégoûté (...).

Comment veut-on que les jeunes aient le goût du travail, si déjà à leur entrée dans la vie active, ils se trouvent confrontés au « je m'en foutisme » des employeurs ?

Un lecteur, jeune demandeur d'emploi ulcéré,
C.J.

LIVRE : GUIDE DU CITOYEN FACE À LA POLICE

Nous recommandons à nos lecteurs de se procurer et de lire le « GUIDE DU CITOYEN FACE A LA POLICE » de Denis Langlois. Ce livre est édité par Le Seuil dans la collection : « L'histoire immédiate ».

Nous publions ci-dessous la préface de ce livre.

« Vos papiers ! », « Circulez ! », « Ouvrez le coffre de votre voiture ! ». La police est de plus en plus présente dans notre vie de tous les jours. Nous protestons bien un peu, mais nous obéissons, sans même savoir si l'ordre est légal ou non.

C'est de cette ignorance de nos droits que l'arbitraire tire sa plus grande force. Comment se défendre lorsqu'on craint à tout moment d'être inculpé de rébellion, d'outrage à agent ou encore « d'être passé à tabac » au fond du commissariat ?

Mon livre n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions, à toutes les situations. Ce n'est pas un mode d'emploi qu'il suffirait de suivre aveuglément pour que toute difficulté s'aplanisse. Il est à la fois plus modeste et plus ambitieux. Il vise à aider les citoyens à remplir leur rôle essentiel : défendre leurs droits et libertés, mais aussi contrôler les faits et gestes des forces de l'ordre qui agissent officiellement en leur nom.

Beaucoup de gens restent aujourd'hui passifs devant les illégalités, les abus de pouvoir, les violences de certains policiers. A les entendre, cela ne les regarde pas, ou bien ils ne savent pas qui a tort et qui a raison.

Toute démocratie exige que les citoyens informés prennent leurs responsabilités. Ce n'est pas toujours sans risques. Mais lorsqu'il est bien installé, l'arbitraire policier est-il plus confortable ? Intervenir pour empêcher l'arrestation illégale d'un chanteur de rue, c'est se prémunir soi-même contre les rafles des dictatures de demain.

La démocratie réclame une vigilance de tous les instants. Pour elle, il n'y a pas de petites et de grandes causes. Tout commence lorsqu'un sergent de ville lève un œil soupçonneux dans votre direction ».

MOULE : LES TRAVAILLEURS ONT PRIS EN MAIN LA GESTION DE L'HÔTEL « LES ALIZÉS »

On s'en souvient, le 10 septembre dernier, la direction de l'hôtel et les représentants du personnel signèrent un protocole d'accord portant affirmation de leur volonté commune d'assurer la continuité des activités de l'hôtel. Il y avait même un troisième signataire en la personne de M. Beaujean, maire du Moule, qui allait jusqu'à proposer au personnel, au nom des pouvoirs publics, la rémunération de 30 % des salaires. Quelques jours plus tard les travailleurs apprenaient qu'avant même la signature du protocole d'accord la direction avait déjà déposé le bilan de l'établissement. C'est dire combien la direction de l'hôtel, avec la complicité du Dr Beaujean, cherchait à fourvoyer le personel.

Mais depuis, les choses ont évolué. Car le personnel a pris en main la gestion de l'hôtel et a prié le dirécteur de libérer la chambre qu'il occupait alors. Un syndic a été nommé.

Actuellement, l'hôtel est rempli à plus des trois-quarts par des touristes. Le personnel continue à faire fonctionner l'hôtel normalement. Chaque fin de semaine est organisé soit un thé dansant, soit un banquet, afin de renforcer l'animation à l'intérieur de l'établissement.

Pourtant, une seule agence fournit l'hôtel en clients.

En tout cas, quelle que soit l'issue du mouvement, les travailleurs ont une fois de plus compris qu'ils ne doivent jamais faire confiance aux capitalistes ni à leurs alliés, notamment le Dr Beaujean. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour résoudre leurs problèmes.

ECHOS DES ENTREPRISES

SOCALTRA : UN INDÉPENDANTISTE DE PLUS... OU UN EMMERDEUR DE MOINS ?

« *S'il faut voter l'indépendance, je suis prêt à le faire rien que pour vous laisser dans la merde* ». Tels ont été les propos de Rein à une réunion du Comité d'Entreprise.

Mais il se trompe s'il croit qu'il nous laissera « dans la merde ». Car ne plus l'avoir sur le dos, ce sera déja un emmerdement de moins !

SOCALTRA : UN CHEF ATTENTIONNÉ

Un ouvrier a eu un avertissement parce qu'il travaillait seul dans un atelier. Le chef qui lui a infligé l'avertissement a prétendu que c'était parce que sa sécurité était en jeu.

Voilà maintenant que les chefs prennent soin de la sécurité des ouvriers !

Mais Vogel oublie le nombre de fois où il a envoyé des ouvriers travailler des nuits entières seuls pour le profit de la société. Il se souciait alors bien peu de leur sécurité !

DARBOUSSIER : UNE DES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME FONCIÈRE : LE CHÔMAGE

Les sept ouvriers du garage de Bonne-Mère seront licenciés au mois de décembre. Après la fermeture de l'usine Bonne-Mère en 1974, le garage et la distillerie avaient conservé leur personnel, ce qui avait permis à quelques travailleurs de garder leur emploi pendant quelques années.

Aujourd'hui c'est au tour de Darboussier de fermer ses portes et de licencier plusieurs travailleurs, dont ceux de Bonne-Mère.

Voilà la conséquence de la restructuration de l'industrie sucrière. Cette restructuration aboutit à la fermeture des usines et à la mise au chômage des travailleurs.

SÉCURITÉ SOCIALE (FORT-DE-FRANCE) INFORMATIQUE : QUE MIJOTE LA DIRECTION ?

A Caserne-Bouillé, la sous-direction informatique a entrepris le déménagement des bureaux en fin de la semaine dernière.

Et pour cela, pendant trois jours, tout s'est retrouvé sens dessus-dessous. Certes, cela nous a valu quelques bonnes heures de tranquillité. Cependant, on en est encore à se demander la vraie raison de ce super déménagement.

Il semble même qu'il est en projet, que la bande à Vivin expédie vers le bureaux de la Préfecture un groupe de travail.

N'est-ce pas là l'ébauche à peine voilée de l'éclatement d'un service qui commence à être gênant ?

En tout cas, nous aussi nous avons des idées sur les choses et les gens à remettre à leur place. Et pour la direction « métrocéphale » de l'informatique, cela voudrait dire un déplacement à 7 000 km des bureaux de Caserne-Bouillé.

SIG : LES PATRONS NE SONT JAMAIS RECONNAISSANTS

Il y a quelques jours, les employés de bureau ont réclamé une augmentation de salaire à la direction. Cette dernière a refusé catégoriquement.

Un certain mécontentement s'est alors exprimé chez les employés. Parmi eux, certains qui depuis fort longtemps se sentent proches de la direction dont ils vantaient les « mérites » auprès de femmes de ménage et des ouvriers. Ils avaient même participé à une grève organisée par le patron pour réclamer le licenciement de Silou, Zinban et Verdon l'année dernière.

Comme quoi, les patrons ne sont jamais reconnaissants des services qu'on leur rend...

Ces employés-là comprendront peut-être maintenant qu'il vaut mieux se trouver dans le camp de ceux qui se battent et qui revendiquent.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE COMMISSION PARITAIRE : RÉUNION REPORTÉE.

La semaine dernière devait avoir lieu la commission paritaire, pour examiner les problèmes d'avancement.

Comme à son habitude, la direction n'a envoyé les dossiers aux délégués du personnel que deux jours avant, ce qui ne leur laisse pas le temps de les étudier correctement. Sans doute la direction pense-t-elle pouvoir ainsi faire passer plus facilement ses décisions.

Mais cette fois, les délégués ne l'ont pas accepté. Ils ont contraint la direction à renvoyer la réunion d'une semaine et ils ont eu raison de le faire.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE S'ABSTENIR D'ÊTRE MALADE, SI ON EST DOMINICAIN OU HAITIEN ?

L'administration de l'hôpital aurait décidé de donner des instructions aux différents services pour qu'ils puissent réduire la durée d'hospitalisation des « étrangers » (Haïtiens, Dominicains).

Les travailleurs haïtiens et dominicains qui sont hospitalisés sont pour la plupart dans l'impossibilité de payer leurs frais d'hospitalisation. Et comme leur gouvernement refuse de rembourser cet argent à l'hôpital, eh bien celui-ci a décidé tout cyniquement de réduire la durée de leur hospitalisation.

EDF-MARTINIQUE : IL NOUS FAUT UNE VÉRITABLE AUGMENTATION DE SALAIRE

C'est ce mois-ci que seront attribuées les lettres d'avancement au choix et certains d'entre nous attendent « leur lettre » avec impatience.

Car en cette période d'inflation, on ne crachera pas sur quelques dizaines, ou au mieux quelques centaines de francs que cette notation est censée nous rapporter.

Mais précisément, si nous voulons vraiment améliorer notre situation matérielle, ce ne sont pas cent ou deux cents francs qu'il nous faut, mais bien plus ! Et pour obtenir une véritable augmentation de salaire, qui satisfasse tout un chacun, c'est dès maintenant que nous devons nous organiser pour l'arracher de la direction d'EDF !

CAMIC GASTRONOMIE PROLÉTARIENNE

La cantine des travailleurs a été transformée en hôtel quatre étoiles. Qu'on en juge :
— 2 morceaux de légume, 1 bout de viande : 20 F.
— Un bout de pain frotté de hareng-saur : 7 F.
— Un petit poisson : 10 F.

Merci à notre directeur Oger qui en est le propriétaire !

L'UNITÉ D'ACTION CONTRE LA RÉPRESSION

Dix-sept organisations et journaux composent actuellement le « Comité Guadeloupéen de lutte contre la répression ». Il s'agit du Parti Communiste Guadeloupéen, de Combat Ouvrier, du Groupe Révolution Socialiste, du Groupe Trotskyste Antillais, du Parti Socialiste, de l'Union de la Jeunesse Communiste Guadeloupéenne, de l'Union des Femmes Guadeloupéennes, de la Jeunesse d'Avant-garde, du Comité Lycéen Révolutionnaire, de la Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe, de l'Union Inter-Professionnelle de la Guadeloupe-CFDT, du Mouvement d'Action Syndicale Unifié, du Syndicat National des Collèges, de la Fédération de l'Education Nationale, du Progrès Social, du Journal Guadeloupéen, de la Ligue des Droits de l'Homme.

Ces organisations entendent toutes regrouper leurs forces sur la base de l'unité d'action la plus large et appellent toutes celles qui voudraient se joindre à cette lutte à y participer. Une structure souple permettant le fonctionnement le plus efficace possible a été mise sur pied. Elle est composée d'un secrétariat de quatre organisations chargées de convoquer l'ensemble des organisations et de mettre en place le mode de fonctionnement pratique. En particulier, une permanence sera ouverte d'ici peu au local de la CGTG à Bergevin, où une boîte aux lettres sera mise en place. De même un conseil juridique pour tous les cas de répression connus sera peu à peu constitué ainsi qu'une assistance médicale, à la demande de plusieurs personnes...

Après l'organisation d'une conférence de presse mercredi 3 et un meeting de protestation contre la venue de Dijoud, un calendrier d'actions sera élaboré : en particulier est prévue une série de meetings et de prises de paroles ainsi que des actions de mobilisation au sein de la population.

Le comité de lutte contre la répression est conçu comme un rassemblement d'organisations qui conservent toutes leur propre personnalité et qui se présentent sous leur sigle respectif. A Combat Ouvrier, nous pensons que c'est bien là la meilleure façon de sauvegarder l'unité d'action contre la répression.

Car dans les semaines qui viennent, il est possible de faire bien plus et bien mieux que tout ce qui a été déja fait jusqu'à présent. Il est possible de présenter aux travailleurs un front unique d'action et de lutte. Mais cela sera d'autant plus efficace que chaque organisation se sentira parfaitement à l'aise en pouvant exprimer librement son point de vue au sein du comité, tant dans les réunions entre organisations que dans les meetings et autres actions publiques devant les travailleurs.

D'autre part, il est à noter que malgré les efforts répétés des organisations composant le comité pour inviter les organisations du courant UPLG, SGEG, UGTG à participer à l'action unitaire engagée, ces dernières ont refusé de s'y joindre. Pas moins de cinq lettres ont été régulièrement envoyées à ces organisations.

Les dirigeants de l'UPLG persistent donc à isoler leurs propres militants. Pourtant si cette unité d'action la plus large, comprenant aussi ce courant avait pu se constituer, les actions entreprises auraient gagné en ampleur et en efficacité. Nous déplorons que cela n'ait pu se faire, surtout à cause des militants de l'UPLG et des organisations qui lui sont proches : SGEG, UGTG, MRJC, JOC. Car en fait ces derniers se trouvent actuellement pénalisés à cause du sectarisme de la direction de l'UPLG, seule responsable de la division.

La majorité des travailleurs dans les entreprises rejettent les attitudes de division et de sectarisme. Que la direction de l'UPLG s'en moque, cela n'est pas étonnant : toucher les travailleurs n'est pas son but réel. Il n'en est pas de même pour ses militants et sympathisants qui eux, aspirent à une réelle, franche et honnête unité d'action contre le pouvoir colonial, au sein de la population.

P.J.C.

LE MEETING UNITAIRE CONTRE LA RÉPRESSION : UN SUCCÈS !

Mardi 9 décembre, un meeting était organisé par le comité guadeloupéen de lutte contre la répression, à la salle Rémy Nainsouta.

Il s'agissait au moment même où Dijoud venait vérifier son dispositif policier de faire savoir le mécontentement et l'ampleur de la protestation contre les perquisitions, les interpellations, les fouilles et autres actions répressives.

Devant une salle comble qui n'a pu contenir tout le monde, et des centaines de participants qui écoutaient dehors, les différents orateurs expliquèrent et dénoncèrent les méfaits de la répression. Ce premier meeting fut incontestablement un succès et les quelque 600 participants qui étaient là l'ont bien prouvé par leurs applaudissements.

GUADELOUPE : À PROPOS DU DÉBAT SUR LA CULTURE À LA TÉLÉVISION.

Après le débat du 13 octobre sur la culture, qui a opposé à la télévision trois responsables guadeloupéens à un Monsieur Blaise, représentant giscardien, l'un des responsables guadeloupéens, Monsieur Nabajoth, a envoyé une lettre à France-Antilles qui avait ouvert ses colonnes à Viviès et Bernier, insultant les trois responsables guadeloupéens. La lettre que Monsieur Nabajoth vient de rendre publique n'a pas été publiée par France-Antilles. Nous reprenons aujourd'hui des extraits de cette lettre.

Le débat télévisé du 13 octobre a eu un écho sans précédent dans toute la Guadeloupe. Bien que n'ayant pas eu le temps d'ouvrir en détail l'épais dossier dont ils disposaient, les responsables locaux, chacun à sa manière, ont introduit le sujet et mis à jour les préalables indispensables.

Cela a eu pour but de satisfaire les uns et d'irriter les autres, si bien qu'après les élucubrations de M. Bernier sur les ondes, nous avons eu droit à la prose d'un Conseiller Général (Viviès) qui lors du dernier colloque à Fort-de-France, avait invectivé M. Dijoud dans des termes et dans un style pour le moins comparable à Michel Bangou lors du récent débat. Il n'avait pas alors caché son autosatisfaction.

Aujourd'hui, surpris par l'écho du débat et par les réactions grandement favorables des Guadeloupéens pour les responsables locaux, il essaie de brouiller les cartes. Je constate que chaque fois que des affirmations mettent en lumière la responsabilité de ces messieurs, ils cherchent à vous mettre à l'index en vous qualifiant de séparatiste ou d'indépendantiste.

Chaque fois que la démarche de pensée que l'on développe et qui requiert l'approbation quasi-unanime du peuple de la Guadeloupe permet de comprendre et de démystifier leur pratique politicienne rétrograde et avilissante, ils cherchent par tous les moyens à vous coller une étiquette sur le dos. Ce procédé a marché pendant longtemps chez nous, mais eux-mêmes lui ont fait perdre toute signification.

Car s'il fallait étiqueter MM. Viviès et Bernier, il faudrait pour bien les identifier, non pas une étiquette, mais bien un jeu d'étiquettes, car ils sont de cette race de politiciens, trop nombreux chez nous d'ailleurs, qui s'octroient une étiquette chaque fois que la coloration qu'elle offre peut leur faire gagner un poste ou un rang supplémentaire. (...)

R.S. NABAJOTH

154,05 F PAR TONNE DE CANNE : UNE INSULTE AUX PETITS PLANTEURS.

Le prix de la tonne de canne pour la récolte de 1981 a été fixé à 154,05 F pour les planteurs livrant plus de 1.000 tonnes de cannes. L'aide sociale complémentaire versée aux petits planteurs reste fixée à 7 F par tonne pour ceux qui livrent entre 500 et 1.000 tonnes. Elle passe à 17 F par tonne pour ceux qui livrent moins de 500 tonnes durant la récolte.

D'autre part, les prix arrêtés ne tiennent toujours pas compte des sous-produits de la canne (rhum, mélasse, bagasse) dont les usiniers tirent pourtant de juteux profits.

A l'heure où nous écrivons, les syndicats de planteurs n'ont pas encore fait savoir leur position.

Mais une chose est sûre, c'est que pour les petits planteurs, ce nouveau prix est loin de faire le compte.

Officiellement, l'augmentation du prix est de 15,20 % par rapport à l'an dernier. Or, la hausse du coût de la vie, toujours officiellement, est déjà supérieure à 13 % pour les dix premiers mois de l'année.

C'est dire que bien loin de constituer une augmentation par rapport au prix de 1980, les 154,05 F de 1981 ne constituent qu'un maintien du même degré d'exploitation féroce des petits planteurs par les usiniers. Présentés par les hommes du gouvernement comme le fruit d'un effort important en direction des planteurs de canne, ils se rapprochent tout juste des prix réclamés par les syndicats... il y a dix ans !

C'est dire une fois de plus que les boniments du gouvernement et de ses sous-fifres sur la relance de la canne, l'aide aux planteurs ne sont que tromperies et mensonges.

M.T.

EDITORIAL

SUITE DE LA PAGE 1

Si nous voulons l'être, c'est dès maintenant qu'il faut nous occuper de nos affaires, que les bombes explosent ou non, que la répression frappe ou non. Dans nos quartiers, dans les entreprises, libérons-nous nous-mêmes de ce que nous voulons voir disparaître. Ne laissons à personne le soin de nous « libérer » à notre place.

ABONNEZ-VOUS À COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire qui paraît grâce aux efforts des militants et sympathisants groupés autour de lui, Combat Ouvrier, ce n'est pas seulement un journal.

Combat Ouvrier représente aussi un programme politique, des idées, une façon de se battre pour l'avenir de la société.

Que notre journal ambitionne de représenter et soutenir le combat des travailleurs est la preuve que nous croyons au progrès et à l'avenir. Car c'est de la classe des travailleurs que viendra toute libération politique, économique et sociale.

Abonnez-vous !

Nous ne pensons pas que c'est beaucoup réclamer de ceux qui connaissent notre lutte ou de ceux qui voudraient mieux la connaître.

Un travailleur conscient, désireux de suivre l'actualité politique, de s'appuyer sur nos analyses pour mieux mener le combat, doit s'abonner à Combat Ouvrier.

TARIF :	6 mois	1 an
Guadeloupe Martinique Guyane	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Pour le réglement, libellez vos chèques à l'ordre d'A.R.S. (Action et Réflexion Socialiste).

EDF GUADELOUPE : LES TRAVAILLEURS METTENT UN CHEF EN QUARANTAINE

La répression brutale contre un travailleur de l'EDF, Petrus, a provoqué un profond mécontentement parmi l'ensemble du personnel. Celui-ci s'est mis tout de suite en grève pour protester contre un tel acte arbitraire.

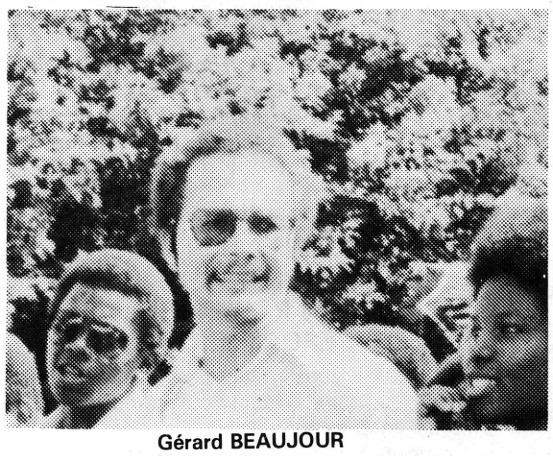
Mais ce qui a le plus révolté les travailleurs de l'EDF, c'est l'attitude d'un chef blanc qui était complice des forces policières. Il avait reçu leur visite le matin très tôt chez lui, et c'est en appelant Petrus dans son bureau que ce dernier s'est vu assailli et emmené de force. C'est donc que ce chef était complice des policiers.

Ayant découvert cela, les travailleurs de l'EDF ont fait une deuxième journée de grève. Ils l'ont mis également en quarantaine.

Des affiches ont été collées dans toute la centrale pour traduire ce que les travailleurs pensent de ce chef : ils le dénoncent comme complice de l'administration, au service des agents de renseignement et comme raciste puisqu'il est du côté du pouvoir blanc qui réprime.

Les travailleurs de l'EDF ont eu raison de faire savoir à ce chef ce qu'ils pensent de lui. Dans toutes les entreprises, les chefs blancs racistes et les collaborateurs de la police doivent être eux aussi démasqués et isolés. Les travailleurs n'ont aucune raison de leur faire confiance parce qu'ils sont aussi capables de les livrer à la répression.

VERDICT DU PROCÈS DE FR 3



Gérard BEAUJOUR

COMMUNIQUÉ

Le verdict du procès intenté par la justice coloniale aux trois militants trotskystes Gérard Beaujour, Gilbert Pago et Renée Ravoteur accusés d'« occupation illégale de locaux administratifs » a été rendu le vendredi 5 décembre.

La justice coloniale a estimé que les trois militants ont occupé illégalement les locaux de FR 3 et les a condamnés à deux mois de prison avec sursis.

« Combat ouvrier » rappelle que l'un des jeunes emprisonnés, Philippe Chloe, était mort en prison après deux mois d'incarcération et que, malgré la large émotion qui avait secoué la population, FR 3 n'avait pas jugé bon informer les auditeurs et téléspectateurs de cette affaire, et que c'est cette attitude qui avait poussé les membres du Comité de soutien aux jeunes emprisonnés à exiger de la direction de FR 3 qu'elle informe la population de ce qui se passait réellement.

« Combat ouvrier » constate que la justice coloniale, en condamnant les trois militants trotskystes, s'est ralliée purement et simplement à la thèse de la direction de FR 3.

C'est pourquoi notre camarade Gérard Beaujour, militant de « Combat ouvrier », a décidé de faire appel du jugement prononcé le 5 décembre.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728